Le Conseil,

Vu le rapport du 31 mars 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre de la politique de requalification des espaces urbains de l'agglomération, la communauté urbaine de Lyon aménage notamment des parcs comme, par exemple, le parc des Hauteurs à Lyon 5° et celui de Gerland à Lyon 7°.

Il apparaît nécessaire de mettre en place un mobilier de signalisation permettant à un public extérieur d'atteindre et de reconnaître facilement l'ensemble des éléments susceptibles de l'intéresser sur le territoire des parcs et de guider le visiteur dans son déplacement.

Le mobilier étudié s'inspire, sur le plan des contenus et de la forme, de réalisations déjà développées à la cité internationale et à la porte des Alpes. L'étude et le cahier des charges correspondants ont été établis par le cabinet intégral Ruedi Baur et associés.

Le mobilier serait mis en place en tant que de besoin suivant l'avancement des aménagements et sur une durée totale maximum de trois années.

Compte tenu de l'avis favorable de monsieur le vice-président chargé des marchés publics en date du 15 février 1999, les travaux seraient dévolus par voie d'appel d'offres restreint sous forme d'un marché à bons de commande, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Le budget prévisionnel maximum alloué à cette opération s'élèverait à 1 500 000 F TTC réparti sur trois ans ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le présent projet.

2° - Accepte la procédure d'appel d'offres restreint pour la dévolution des marchés à bons de commande et les offres retenues pour valoir actes d'engagement.

3° - Autorise monsieur le président à signer tout document relatif à l'opération, notamment les marchés à bons de commande ainsi que tout document contractuel afférent dans la limite des crédits budgétaires affectés à l'opération.

4° - Décide que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

5° - La dépense maximum à engager pour cette opération, de l'ordre de 1 500 000 F TTC, sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget primitif de la communauté urbaine de Lyon pour le compte du service espace public au titre des opérations diverses nécessitant une telle signalétique.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,